



Déclaration liminaire de la CGT Educ'action 29

Comité Social d'Administration Spécial en formation spécialisée du Finistère

28 septembre 2023

Travailleurs et travailleuses du service public d'éducation, nous avons à coeur notre mission de service public et la défense de notre outil de travail.

Mais, force est de constater, que partout où le management néolibéral passe, les conditions de travail trépassent.

Les personnels sont exposés à des risques socio-organisationnels dont l'origine se trouve dans la politique destructrice du service public d'éducation.

Comment travailler sans moyens ?

Comment travailler sans avoir été formé ?

Comment travailler quand les collectifs de travail sont détruits ?

Comment travailler quand les intérêts individuels l'emportent sur l'intérêt général ?

Les signalements consignés dans le Registre Santé et Sécurité au Travail nous alertent.

En tant que professionnel·es de l'éducation, nous sommes favorables à l'école inclusive à condition d'avoir les moyens humains et matériels pour la mettre en place.

Actuellement, ce sont des enseignant·es et des enfants en souffrance qui sont accueillis dans nos établissements.

Ce n'est pas l'annonce de la fusion des métiers AESH- AEd pour créer des ARE (accompagnant·es à la réussite éducative), dans un mépris total des deux métiers, qui va apporter une solution aux questions de l'inclusion et de la précarité.

Ce n'est pas non plus « la croisade anti-staturaire » analysée et dénoncée par Anicet Le Pors qui va résoudre les problèmes de recrutement de

l'Education nationale.

Le pacte est une attaque à peine déguisée contre le statut de la fonction publique. Le but : aligner le public sur le privé.

Le dispositif du pacte complète une méthode déjà éprouvée dans d'autres services publics qui, pour certains, sont devenus privés. On réduit les moyens, on gèle le point d'indice et on propose d'individualiser la rémunération.

Au passage, on augmente les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

Quant à la mise en œuvre à marche forcée de la contre-réforme de la voie professionnelle, elle brutalise et révolte des personnels engagés dans la lutte contre la reproduction des inégalités scolaires et sociales et dont le but n'est pas la recherche de la stricte employabilité des élèves.

Nous voulons travailler au sein d'un collectif de travail reconnu, rémunéré et revalorisé sans contrepartie, en accord avec les valeurs d'égalité et de justice sociale du service public.

Nous voulons répondre aux besoins sociaux d'éducation et de solidarité, rendre possible l'émancipation de tous et toutes.

Nous voulons travailler pour ce qu'on appelle un service public d'éducation.

Merci de votre attention.